

## ACTU

# Pas sociale, la rentrée...

« Il faut être riche, monsieur... », répliquait un vigile pour refuser à un quidam l'entrée de l'exposition Bugatti. Assez parlant, après un été marqué par les plans sociaux et les licenciements...

**S**i la crise financière s'éloigne, c'est d'abord pour les traders qui voient leurs bonus repartir comme si de rien n'était. Le capitalisme, jouant des conséquences du choc financier et de la crise économique en cours, se démène pour retrouver ses marques. L'action d'Air France a ainsi pris 6 % au moment même où son activité fret chute de moitié, laissant prévoir de nouveaux licenciements.

Mais la crise sociale, celle de l'emploi, du pouvoir d'achat et des difficultés quotidiennes est bien là et le battage autour d'une grippe mondialisée ne suffit pas à la masquer.

S'il y a attaque virulente, c'est aussi celle d'un sarkozysme pathogène dont la politique amplifie les effets de la crise : ce sont de nouvelles remises en cause du droit du travail qui s'ajoutent aux nouvelles attaques programmées sur les retraites, au maintien du blocage des salaires, à l'augmentation annoncée du forfait hospitalier, à une taxe carbone injuste, aux réductions des missions des services publics, au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, à la privatisation de La Poste... Un Hortefoux peut ainsi quasi impunément jouer d'un racisme ordinaire ou le DRH de France Télécom renvoyer à la « fragilité » des salariés (et à la médecine du travail !) les conséquences de la « gestion par le stress » de la privatisation...

Dans l'éducation, Eric Woerth se paie le luxe d'évoquer les salaires insuffisants des profs (mais ni des précaires ni de tous les autres personnels mis sous pression par la RGPP !). Luc Chatel maintient la publication des décrets sur le recrutement des enseignants, ose parler d'investir dans l'avenir alors qu'il confirme la suppression des 13 800 postes de cette rentrée et des 16 000 postes de 2010, annonce tambour battant une réforme du lycée et maintient les sanctions contre les personnels qui n'appliquent pas à la lettre les mesures Darcos.



PHOTOS: M. MIGNEAU

## C'est leur crise, nous ne la paierons pas...

C'était en gros sur ces bases qu'il y a près d'un an, en pleine crise financière, les organisations syndicales décidaient d'appeler à la mobilisation sur une plate-forme commune. Les salariés ont répondu, par millions, dans des mobilisations monstres (après le 20 novembre dans l'éducation, les journées interprofessionnelles des 29 janvier et 19 mars). La grève en Guadeloupe et dans les Antilles, le mouvement dans l'enseignement supérieur et la recherche, la bataille des Conti ou des Molex auraient dû permettre de monter encore en puissance, de faire converger, de s'opposer à un gouvernement de guerre.

Faute de détermination et de perspectives, les journées d'action de mai et juin se sont étalées, étiolées, l'unité syndicale lézardée, laissant la voie libre à de nouveaux coups de force : travail dominical, la loi mobilité dans la Fonction Publique.

Il aura ensuite fallu attendre le 8 septembre pour une réunion interpro (sans FO ni la CFTC) qui débouchera... sur la nécessité de « se revoir rapidement » et un appel tranquille à la journée de la CSI sur le travail décent le 7 octobre.



Des luttes sectorielles bousculeront-elles ce calme trompeur ?

Après la grève du 11 septembre à France Télécom, plusieurs journées d'action sont déjà annoncées en septembre et octobre, dans le secteur de l'automobile et des équipementiers, à la SNCF, dans l'industrie...

## La Poste, c'est notre affaire à tous !

Grève unitaire le 22 septembre des postiers, puis le 3 octobre « votation citoyenne » avec les usagers pour exiger un référendum citoyen. Emblématique de ce qui se joue dans les services publics, La Poste pourrait bien donner le « la » et ouvrir la voie à d'autres secteurs professionnels.

Des centaines de milliers de signatures contre la privatisation, cela peut marquer le paysage des services publics. Donc, ne lésinons pas sur l'investissement concret : ce sont des milliers de bureaux de votes qu'il faudra tenir avec les militants syndicaux, associatifs, dans les bureaux de postes, les établissements scolaires ou sur les marchés. Le jeu en vaut la chandelle.

## Dans l'éducation, pas de résignation !

La continuité du service public, ce ne peut pas être la télévision ou internet comme nous le serine un ministre trop content d'anticiper les manques de remplaçants des prochains mois. Le collectif unitaire, avec les parents, les mouvements pédagogiques et les syndicats, a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme. La FSU, ses syndicats dans le secteur de l'éducation, doivent rapidement annoncer leur détermination à construire un plan d'actions, si possible unitaires, avec les personnels et les parents d'élèves, dans les assemblées générales et les réunions publiques, sur une plate-forme centrée sur l'annulation des suppressions de postes et s'appuyant sur une première journée de grève de toute l'éducation, fin septembre, et l'annonce de suites rapides en l'absence de réponse du ministre. ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD,  
LE 13 SEPTEMBRE.